

F. LAANAN,
Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector
M. TARABELLA,
Minister van Jeugd on Onderwijs voor sociale Promotie
C. FONCK,
Minister van Kind, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid

Nota

(1) *Zitting* 2006-2007
Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 372-1
Zitting 2007-2008
Stukken van het Parlement – Verslag, nr.372-2
Integraal verslag - Bespreking en aanneming - Vergadering van 22 januari 2008.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/15473]

25 JANVIER 2008. — Décret contenant le règlement définitif du budget
de la Communauté française pour l'année budgétaire 1993 (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et, Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE . SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE
DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

ANNEE BUDGETAIRE 1993

CHAPITRE 1^{er}

Engagements effectués en exécution du budget

§ 1^{er}. Fixation des crédits dissociés d'engagement

Article 1^{er}

Les crédits d'engagement alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 1993, s'élèvent à 863.500.000 francs (annexe tableau I colonne 1)

§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits dissociés

Article 2

Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent 604.161.518 à francs (annexe tableau I colonne 4)

Article 3

Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 259.338.482 francs (annexe tableau I colonne 6). Conformément aux dispositions des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, ce montant est annulé. (annexe tableau I colonne 8).

§ 3. Fixation des crédits variables d'engagement

Article 4

Les crédits variables d'engagement affectés pour les engagements de l'année budgétaire 1993 s'élèvent à 4.288.626.024 francs (annexe tableau IV engagements colonne 2).

Le solde de départ de 720.746.471 francs (annexe tableau IV engagements colonne 1) au 1^{er} janvier 1993 a été déterminé conformément à l'article 4 § 1 du décret organique du 21 décembre 1992 créant des fonds budgétaires et désignant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses.

Par suite des deux alinéas précédents, le disponible en engagements à charge des crédits variables s'élève pour l'année 1993 à 5.009.372.495 francs (annexe tableau IV colonne 3)

§ 4. Fixation des engagements à charge des crédits variables

Article 5

Les engagements de dépenses à charge des crédits variables d'engagement de l'année budgétaire 1993 s'élèvent à 3.645.046.548 francs (annexe tableau IV engagements colonne 4)

Article 6

Par suite des dispositions contenues dans les articles 4 et 5 ci-dessus, le disponible en engagement – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 1993 à

1.364.325.947 francs (annexe tableau IV engagements colonne 5) .

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE II

Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget

§ 1^{er} Fixation des recettes

Article 7

Les droits constatés en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 1993 à la somme de 218.300.274.042 francs (annexe tableau II colonne 2)

Ce montant se décompose de la manière suivante

	(en francs)
- recettes fiscales et générales courantes	197.276.036.805
- recettes fiscales et générales en capital :	11.974.237.237
- produits d'emprunt	9.050.000.000

Article 8

Les recettes budgétaires de l'année 1993 s'élèvent à 215.755.852.334 francs (annexe tableau II colonne 3).

Ce montant se décompose de la manière suivante :

	(en francs)
- recettes fiscales et générales courantes :	194.731.615.097
- recettes fiscales et générales en capital :	11.974.237.237
- produits d'emprunt :	9.050.000.000

Article 9

Les droits constatés à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire s'élèvent à 2.705.900.000 francs (annexe tableau II colonne 4)

Ce montant se décompose de la manière suivante

a. droits annulés ou portés en surséance indéfinie (annexe tableau II colonne 5)

(en francs)

- recettes fiscales et générales courantes :
- recettes fiscales et générales en capital
- produit d'emprunt :

b. droits reportés à l'année budgétaire 1994 (annexe tableau annexe II colonne 6)

- recettes fiscales et générales courantes :	2.705.900.000
- recettes fiscales et générales en capital	
- produit d'emprunt :	

§ 2 Fixation des crédits de dépenses

Article 10

Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 1993 ont réparti les crédits initiaux pour l'ordonnancement des dépenses de la manière suivante :

(annexe tableau III, colonne 1).

Crédits d'ordonnancement	998.500.000
Crédits non dissociés	215.743.400.000

Article 11

Ces autorisations de dépenses ont été modifiées par les ajustements effectués en vertu des décrets d'ajustement pour un montant de 119.500.000 francs se décomposant comme suit (ajustement net) (annexe tableau III colonne 2) :

Crédits d'ordonnancement	64.000.000
Crédits non dissociés	55.500.000

Article 12

Les autorisations de dépenses résultant des articles 10 et 11 sont augmentées des crédits reportés de l'année budgétaire précédente pour un montant de 7.382.993.857 francs en vertu des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'État coordonnées le 17 juillet 1991 se décomposant comme suit (annexe tableau III colonne 3):

Crédits d'ordonnancement	
Crédits non dissociés	7.382.993.857

Article 13

- En vertu des articles 10, 11 et 12 qui précèdent, le total des autorisations de dépenses allouées disponibles pour l'année budgétaire 1993 s'élève à 224.244.393.857 francs (annexe tableau III, colonne 4). Ces autorisations de dépenses se répartissent comme suit :

Crédits d'ordonnancement	1.062.500.000
Crédits non dissociés	223.181.893.857

§ 3 Fixation de la situation des dépenses

Article 14

Les dépenses imputées à charge de l'année budgétaire 1993 se montent à 217.293.046.517 francs (annexe tableau III, colonnes 5,6 et 7), se répartissant entre :

	Prestations d'années antérieures	Prestations d'années courantes	Dépenses totales
Crédits d'ordonnancement	0	965.897.670	965.897.670
Crédits non dissociés	6.182.735.084	210.144.413.763	216.327.148.847
total	6.182.735.084	211.110.311.433	217.293.046.517

Article 15

De ce montant, il a été justifié à la Cour des Comptes un montant de 217.022.900.639 francs dont :

Crédits d'ordonnement	965.897.670
Crédits non dissociés (annexe tableau III, colonne 8)	216.057.002.969

Article 16

Pour les dépenses restant à régulariser, d'un montant de 270.145.878 francs dont :

Crédits d'ordonnement	
Crédits non dissociés	270.145.878

il est fait application de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 (annexe tableau III, colonne 9).

§ 4 Règlement des crédits**Article 17**

La comparaison entre les autorisations de dépenses (article 13) et les opérations imputées (article 14) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 1993 de 6.951.347.340 francs se répartissant comme suit :

Crédits d'ordonnement	96.602.330
Crédits non dissociés	6.854.745.010

Article 18

Par suite des dispositions contenues dans l'article 17, le montant des crédits disponibles au 31 décembre 1993 comprend :

(annexe tableau III, colonnes 11 et 12).

	Crédits d'ordonnement	Crédits non dissociés	total
Crédits à annuler	96.602.330	1.658.599.401	1.755.201.731
Crédits à reporter à l'année budgétaire suivante	0	5.196.145.609	5.196.145.609

§ 5 Résultat général des recettes et des dépenses du budget 1993**Article 19**

Le résultat général du budget de l'année budgétaire 1993 se présente comme suit :

Les recettes, y compris le produit d'emprunt s'élèvent à 215.755.852.334 francs

Les dépenses s'élèvent à 217.293.046.517 francs

En conclusion, compte non tenu des crédits variables et de la section particulière,

Les dépenses excèdent les recettes de -1.537.194.183 francs

Comme le solde à la fin de l'année budgétaire 1992 s'élevait à -13.546.279.240 francs

Le solde fin de l'année budgétaire 1993 s'élève à -15.083.473.423 francs

CHAPITRE IIIRecettes et dépenses relatives aux crédits variables§ 1. Fixation des recettes affectées**Article 20**

Les droits constatés de cette nature s'élèvent pour l'année budgétaire 1993 à 4.288.626.024 Francs (annexe tableau II recettes affectées) dont

Recettes courantes	4.281.771.124
Recettes en capital	6.854.900

§ 2. Fixation des crédits variables d'ordonnement**Article 21**

Les crédits variables d'ordonnement ouverts et affectés pour les ordonnancements de l'année budgétaire 1993 s'élèvent à 4.288.626.024 francs (annexe tableau IV ordonnancements colonne 2)

Le solde de départ de 720.746.471 francs au 1 janvier 1993 a été déterminé conformément à l'article 4 § 1 du décret organique du 21 décembre 1992 créant des fonds budgétaires et désignant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses.

Par suite des deux alinéas précédents, le disponible en ordonnancement sur les crédits variables s'élève à 5.009.372.495 francs (annexe tableau IV ordonnancement colonne 3)

§ 3. Fixation des dépenses à charge des crédits variables**Article 22**

Les ordonnancements imputés à charge des crédits variables d'ordonnement de l'année budgétaire 1993 s'élèvent à 3.778.168.791 francs (annexe tableau IV ordonnancements colonne 4).

Article 23

Par suite des dispositions contenues dans les articles 21 alinéa 1 et 22, le solde annuel des crédits variables d'ordonnement s'établit à 510.457.233 francs.

Article 24

Par suite des dispositions contenues dans les articles 21 alinéa 3 et 22 ci-dessus, le disponible en ordonnancements – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 1993 à 1.231.203.704 francs (annexe tableau IV ordonnancements colonne 5) .

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE IV**Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget****Article 25**

Les décrets budgétaires de l'année 1993 ont évalué les recettes et dépenses pour la section particulière du budget de la Communauté française ainsi qu'il suit :

	(en francs)
- Recettes	20.136.600.000
- Dépenses	20.630.800.000
(annexe tableau V, colonnes 1, 2).	

Article 26

Le solde disponible au 1^{er} janvier 1993 s'élevait à 3.362.171.596 francs (annexe tableau V colonne 7). Ce solde est influencé par les dispositions de l'article 4 § 1 du décret organique du 21 décembre 1992 créant des fonds budgétaires et désignant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses.

Le total des recettes perçues dans le courant de l'année budgétaire se chiffre à 24.931.943.835 francs. (annexe tableau V colonne 3)

Par suite des deux alinéas précédents, le total disponible pour les dépenses de l'année 1993 est de 28.294.115.431 francs.

Article 27

Les dépenses imputées s'élèvent à 25.744.938.639 francs (annexe tableau V, colonne 4).

Ce montant comprend 20.515.544.639 francs de dépenses restant à régulariser pour lesquelles il est fait application de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 (annexe tableau V, colonne 5).

Article 28

La différence entre les recettes perçues et les dépenses imputées dans l'année budgétaire s'élève à -812.994.804 francs (annexe tableau V, colonne 6).

Compte tenu du total disponible pour les dépenses de l'année budgétaire 1993, tel que déterminé à l'article 26 alinéa 3, et des dépenses reprises à l'article 27, le solde disponible au 31 décembre 1993 à la section particulière du budget de la Communauté française s'établit à 2.549.176.792 francs (annexe tableau V colonne 9).

Il sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE V
Résultat global**Article 29**

Tous services réunis, budget, crédits variables et section particulière, compte tenu des articles 19, 23 et 28 du présent décret, le résultat global du budget 1993 se présente comme suit (en francs) :

Budget sensu stricto : -1.537.194.183
Crédits variables : 510.457.233
Section particulière : -812.994.804
Total : -1.839.731.754

DEUXIEME PARTIE. OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION DES BUDGETS DES ORGANISMES D'INTERET PUBLIC DE TYPE A

Conformément à l'article 6 § 3 de la loi du 16 mars 1954, les comptes des organismes de la catégorie A sont établis sous l'autorité du ministre dont ils relèvent et font l'objet d'un projet de règlement du budget.

CHAPITRE I**COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES****Année courante****Article 30**

Référence budgétaire : décret du 21 décembre 1992 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1993 - article 31.

151^e cahier de la Cour des Comptes fascicule II

Le règlement définitif du budget du C.G.R.I. pour l'année 1993 est établi comme suit :

a) recettes prévues par le décret budgétaire :	1.011.527.000
recettes imputées :	1.009.471.367
différence :	2.055.633
b) dépenses :	
crédits alloués par le décret budgétaire :	1.048.138.000
crédits complémentaires à accorder :	0
Total des crédits :	1.048.138.000
dépenses imputées :	834.938.108
excédent de crédits à annuler :	213.199.892

c) récapitulation : le résultat définitif de l'année de gestion 1993 se résume comme suit :	
recettes :	1.009.471.367
dépenses :	834.938.108
excédent de recettes :	174.533.259

CHAPITRE II
AGENCE DE PREVENTION DU SIDA

Année courante

Article 31

Référence budgétaire : décret du 21 décembre 1992 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1993 - article 32

151^e cahier de la Cour des Comptes fascicule II

Le règlement définitif du budget de l'Agence de Prévention du Sida pour l'année 1993 est établi comme suit :

a) recettes prévues par le décret budgétaire :	136.400.000
recettes imputées :	138.844.203
différence :	+2.444.203
b) dépenses :	
crédits alloués par le décret budgétaire :	144.882.000
crédits complémentaires à accorder :	0
Total des crédits :	144.882.000
dépenses imputées :	139.630.372
excédent de crédits à annuler :	5.251.628
c) récapitulation : le résultat définitif de l'année de gestion 1993 se résume comme suit :	
recettes :	136.400.000
dépenses :	139.630.372
excédent de dépenses :	3.230.372

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 25 janvier 2008.

M. ARENA,

Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire

M.-D. SIMONET,

Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales

M. DAERDEN,

Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports

F. LAANAN,

Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel

M. TARABELLA,

Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale

C. FONCK,

Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé

—
Note

(1) *Session* 2006-2007

Documents du Parlement –Projet de décret, n° 373-1

Session 2007-2008

Documents du Parlement – Rapport, n°373-2

Compte rendu intégral – Discussion et adoption – Séance du 22 janvier 2008.

ANNEXE AU DECRET CONTENANT LE REGLEMENT DEFINITIF DE L'ANNEE BUDGETAIRE
1993

TABLEAUX

- I. ENGAGEMENTS A CHARGE DES CREDITS D'ENGAGEMENTS
- II. RECETTES
- III. DEPENSES
- IV. CREDITS VARIABLES
- V. SECTION PARTICULIERE

ORGANISMES D'INTERET PUBLIC

Commissariat général aux relations internationales

Agence de prévention du sida

TABLEAU I. - ENGAGEMENTS A LA CHARGE DES CREDITS DISSOCIES

Budget	Crédits affectés par décrets (1)	Crédits reportés de l'année précédente (2)	Total des crédits (3)	Engagements comptabilisés pendant l'année (4)	DIFFERENCE ENTRE LES CREDITS ET LES ENGAGEMENTS COMPTABILISES		
					Engagements excédant les crédits (5)	Crédits excédant les engagements	
						Crédits disponibles (6)	Crédits reportés à l'année suivante (7)
II. OPERATIONS DE CAPITAL							
Tableau I - Dotation	831.500.000	-	831.500.000	597.377.759	-	234.122.241	234.122.241
Tableau II - M.C.A.S.	32.000.000	-	32.000.000	6.783.759	-	25.216.241	25.216.241
Tableau III - M.E.R.F.							
Tableau IV - Emprunts							
BUDGET GENERAL	863.500.000	-	863.500.000	604.161.518	-	259.338.482	259.338.482

TABLEAU II - RECETTES

NATURE DES RECETTES	SITUATION DES RECETTES						DIFFERENCE ENTRE PREVISIONS ET RECOUVREMENTS	
	Prévisions (1)	Droits constatés (2)	Recettes imputées (3)	Différence entre droits constatés et recettes imputées (4)	A annuler ou à porter en surséance indéfinie (5)	Droits reportés (6)	Prévisions supérieures aux recouvrements (7)	Prévisions inférieures aux recouvrements (8)
Recettes courantes								
Recettes fiscales	2.138.300.000	2.138.300.000	2.299.778.292	0	0	0	0	161.478.292
Recettes générales	195.031.100.000	195.137.736.805	192.431.836.805	2.705.900.000	0	2.705.900.000	2.908.613.062	309.349.867
Recettes affectées	1.737.700.000	4.281.771.124	4.281.771.124	0	0	0	34.516.535	2.578.587.659
Total recettes courantes	198.907.100.000	201.557.807.929	199.013.386.221	2.705.900.000	0	2.705.900.000	2.943.129.597	3.049.415.818
Recettes en capital								
Recettes fiscales	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes générales	11.954.700.000	11.974.237.237	11.974.237.237	0	0	0	4.500.000	24.037.237
Recettes affectées	4.000.000	6.854.900	6.854.900	0	0	0	0	2.854.900
Total recettes en capital	11.958.700.000	11.981.092.137	11.981.092.137	0	0	0	4.500.000	26.892.137
Produit d'emprunts	9.050.000.000	9.050.000.000	9.050.000.000	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	219.915.800.000	222.588.900.066	220.044.478.358	2.705.900.000	0	2.705.900.000	2.947.629.597	3.076.307.955

Nature des recettes	Prévisions	Droits constatés	Recettes imputées	Droits annulés ou portés en surséance	Droits reportés	Différence entre prévisions et réalisations	
						-	+
PARTIE I							
Titre I - Recettes courantes							
Secteur I - Recettes fiscales et de droits particuliers							
36.01 Rétributions, redevances et droits, produits de tous impôts et taxes levés dans le cadre de l'article 110, §2, de la Constitution	-	-	-	-	-	-	-
36.02 Impôt des Communautés provinciales et attribué à la Communauté française de la région wallonne radio et télévision	2.138.300.000	2.138.300.000	2.299.778.292	-	-	-	161.478.292
Total secteur I	2.138.300.000	2.138.300.000	2.299.778.292	-	-	-	161.478.292
Secteur II - Recettes générales							
08.01 Versements par les organismes d'intérêt public en vue du paiement de la rémunération et des frais des organes de contrôle de la Communauté (ancien fonds 66.10 C)	800.000	-	-	-	-	800.000	-
11.01 Remboursements des salaires, traitements, subventions-traitements, allocations accessoires du personnel de l'enseignement ou des services de la Communauté ou de l'Etat	590.000.000	539.473.713	539.473.713	-	-	50.526.287	-
12.01 Versement des sommes non utilisées par les comptables opérant au moyen des avances de fonds (pour mémoire)	-	129.517.706	129.517.706	-	-	-	129.517.706
16.01 Produits divers	220.700.000	285.490.444	285.490.444	-	-	-	64.790.444
16.02 Remboursement de sommes indûment versées (pour mémoire)	-	366.218	366.218	-	-	-	366.218
16.03 Droits d'inscription à l'enseignement à distance	40.000.000	12.413.225	12.413.225	-	-	27.586.775	-
16.04 Droits d'inscription à l'enseignement dans les établissements d'enseignement artistique à horaire réduit avoués ou organisés par la Communauté française	100.000.000	-	-	-	-	100.000.000	-
16.05 Droits d'inscription à l'enseignement de promotion sociale (ancien fonds 66.33, 66.34 et 66.35 A)	3.000.000	-	-	-	-	3.000.000	-
16.06 Rémunération de laide accordée aux indigents belges et étrangers (ancien fonds 66.22)	4.000.000	-	-	-	-	4.000.000	-
16.07 Produit de la redevance afférente à l'occupation des bâtiments de la Communauté par le Centre hospitalier universitaire de Liège (ancien fonds 66.55)	360.000.000	360.000.000	360.000.000	-	-	-	-
29.01 Intérêts de placements	7.000.000	56.575.489	56.575.489	-	-	-	49.575.489
46.01 Partis attribués au produit de l'I.P.P.	44.384.000.000	44.384.000.000	44.145.500.000	-	238.500.000	238.500.000	-
46.02 Partis attribués au produit de la T.V.A.	142.018.900.000	142.018.900.000	140.983.100.000	-	1.035.800.000	1.035.800.000	-
46.03 Intervention de l'Etat suite à la suppression de l'autorisation d'emprunt avec garantie de l'Etat par le Fonds national de garantie des bâtiments scolaires	65.100.000	130.200.000	130.200.000	-	-	-	65.100.000
46.04 Partis attribués au produit de la redevance radio et télévision	5.876.500.000	5.876.500.000	4.455.000.000	-	1.421.500.000	1.421.500.000	-
46.05 Intervention de l'Etat dans le financement de l'enseignement universitaire dispensé aux étudiants étrangers	1.344.300.000	1.344.300.000	1.334.200.000	-	10.100.000	10.100.000	-
46.07 Partis attribués au produit de la redevance radio et télévision - ajustements année antérieures	16.800.000	-	-	-	-	16.800.000	-
Total secteur II	195.031.100.000	195.137.736.805	192.431.836.805	-	2.705.900.000	2.908.613.062	309.349.867
Secteur III - Recettes affectées							
M.C.A.S.							
06.01 Recettes diverses provenant de dons et d'interventions de personnes publiques ou privées	-	-	-	-	-	-	-
16.08 Indemnités pour dégâts occasionnés au matériel fourni en prêt et produit de la vente de matériel déclassé	5.000.000	6.166.860	6.166.860	-	-	-	1.166.860
16.09 Droits d'inscription, taxes et amendes perçus dans les centres de lecture de la Communauté française et de la bibliothèque centrale de la Communauté française	-	1.444.306	1.444.306	-	-	-	1.444.306
16.10 Droits d'inscription à des activités de formation d'animateurs socio-culturels	1.000.000	840.204	840.204	-	-	159.796	-

16.11	Contribution de la RTBF et des radios privées	4.000.000	-	-	-	-	4.000.000	-
16.12	Ressources provenant de la publicité commerciale à la RTBF et à RTL/Tvi affectées au développement de la presse écrite	170.000.000	169.950.000	-	-	-	50.000	-
16.13	Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le centre culturel Marcel Hicter	13.000.000	16.309.000	-	-	-	3.309.000	-
16.14	Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le centre de formation socio-culturelle de Rossignol	3.000.000	2.698.401	-	-	-	301.599	-
16.15	Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le centre de formation socio-culturelle de Séroulle	3.000.000	1.257.773	-	-	-	1.742.227	-
40.01	Versements de l'IGNE pour le subventionnement des centres de vacances	11.700.000	5.700.000	-	-	-	6.000.000	-
46.06	Versements de la Loterie nationale et du Fonds national d'impulsion à la politique de l'immigration	-	9.048.155	-	-	-	9.048.155	-
48.01	Contribution de la Région wallonne	1.464.000.000	1.441.737.087	-	-	-	22.262.913	-
MERF								
06.01	Recettes diverses provenant de dons et d'interventions de personnes publiques ou privées	-	-	-	-	-	-	-
06.03	Recettes diverses, dons, legs et interventions de personnes publiques ou privées dont la Loterie nationale, destinées à la politique de l'immigration	9.000.000	44.981.386	-	-	-	-	35.981.386
16.16	Recettes résultant de l'application du décret du 16 avril 1991 (articles 114 et 115) organisant l'enseignement de promotion sociale (Communauté française)	-	-	-	-	-	-	-
16.17	Recettes résultant de l'application du décret du 16 avril 1991 (articles 114 et 115) organisant l'enseignement de promotion sociale (Officiel subventionné)	-	-	-	-	-	-	-
16.18	Recettes résultant de l'application du décret du 16 avril 1991 (articles 114 et 115) organisant l'enseignement de promotion sociale (Libre subventionné)	-	-	-	-	-	-	-
39.01	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'action ou de formation et de réinsertion professionnelles	-	2.311.637.952	-	-	-	-	2.311.637.952
39.02	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'action ou de formation et de réinsertion professionnelles dans l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire à horaire réduit	54.000.000	270.000.000	-	-	-	-	216.000.000
Total secteur III		1.737.700.000	4.281.771.124	201.557.307.529	192.013.386.221	-	34.316.535	2.578.387.659
		198.907.100.000	201.557.307.529	192.013.386.221	-	-	2.705.910.000	3.049.415.818
							2.943.129.597	2.887.937.526
Titre II - Recettes en capital								
Secteur II - Recettes générales								
76.01	Produit de la vente d'immeubles	11.950.000.000	11.968.304.001	-	-	-	-	18.304.001
76.02	Produit de la vente d'autres biens patrimoniaux (pour mémoire)	-	2.600	-	-	-	-	2.600
76.03	Recettes diverses	200.000	5.930.636	-	-	-	-	5.730.636
76.04	Remboursement de sommes indûment payées (pour mémoire)	4.500.000	-	-	-	-	-	-
Total secteur II		11.954.700.000	11.974.237.237	-	-	-	-	24.037.237
Secteur III - Recettes affectées								
MCAS								
86.01	Remboursements de prêts accordés à des éditeurs	4.000.000	5.129.900	-	-	-	-	1.129.900
86.02	Remboursements de prêts accordés à des libraires	-	-	-	-	-	-	-
MERF								
87.01	Remboursements de prêts accordés au personnel ou ayants-droits	-	1.725.000	-	-	-	-	1.725.000
Total secteur III		4.000.000	6.854.900	-	-	-	-	2.854.900
		11.958.700.000	11.981.092.137	-	-	-	-	26.892.137
							4.500.000	
							2.705.910.000	3.076.307.955
TOTAL RECETTES COURANTES ET DE CAPITAL								
		210.865.800.000	210.994.478.358	-	-	-	2.947.629.597	3.076.307.955
Titre III - Produits d'emprunts								
96.01	Produits des emprunts d'une durée supérieure à un an en francs belges	9.050.000.000	9.050.000.000	-	-	-	-	-
96.02	Produits des emprunts d'une durée supérieure à un an en devises (pour mémoire)	-	-	-	-	-	-	-
		9.050.000.000	9.050.000.000	-	-	-	-	-
		9.050.000.000	9.050.000.000	-	-	-	-	-
TOTAL PRODUIT D'EMPRUNT								
		219.915.800.000	222.588.900.066	-	-	-	2.705.910.000	3.076.307.955
							2.947.629.597	3.076.307.955

TABLEAU III - DEPENSES

	ALLOCATIONS DES CREDITS					SITUATION DES DEPENSES					REGLEMENT DES CREDITS		
	Crédits initiaux (1)	Ajustements nets (2)	Crédits reportés (3) (*)	Crédits totaux (4)	Prévisions des années antérieures (5)	Opérations imputées (6)		Dépenses initiales (7)	Prévisions effectuées justifiées en régularité (8)	Paiements effectués à régulariser (9)	Crédits complémentaires (10) (**)	Crédits reportés (11)	Crédits non utilisés à annuler (12)
						Prévisions des années antérieures (5)	Prévisions de l'année (6)						
I Dotation au Causel	246.000.000	0	0	246.000.000	0	246.000.000	246.000.000	246.000.000	0	0	0	0	0
a) crédits non dissociés													
II Culture et Affaires sociales													
a) crédits non dissociés	40.300.400.000	366.900.000	3.482.351.371	44.149.651.371	3.002.336.111	36.401.708.004	41.004.034.115	40.333.886.337	370.145.878	0	2.732.010.795	413.606.361	
b) crédits d'ordonnances	998.500.000	50.000.000	0	1.048.500.000	0	958.823.329	958.823.329	958.823.329	0	0	0	89.076.071	
III Education et recherche													
a) crédits non dissociés	170.030.000.000	-17.300.000	2.407.442.895	172.830.142.895	2.000.172.121	167.541.537.995	169.630.720.516	169.630.720.516	0	0	2.455.383.178	1.243.020.892	
b) crédits d'ordonnances	0	14.000.000	0	14.000.000	0	7.074.341	7.074.341	7.074.341	0	0	0	6.925.659	
IV Dote publique													
a) crédits non dissociés	4.258.000.000	-394.100.000	1.493.200.000	5.457.100.000	1.491.336.852	3.955.763.146	5.446.335.216	5.446.335.216	0	0	8.751.656	1.905.148	
Totaux													
a) crédits non dissociés	215.743.400.000	55.500.000	7.382.993.857	223.181.893.857	6.182.735.084	210.144.413.763	216.327.148.847	216.057.002.989	270.145.878	0	5.196.145.609	1.658.599.401	
b) crédits d'ordonnances	998.500.000	64.000.000	0	1.062.500.000	0	965.897.670	965.897.670	965.897.670	0	0	0	96.602.230	
Total général	216.741.900.000	119.500.000	7.382.993.857	224.244.393.857	6.182.735.084	211.110.311.433	217.293.046.517	217.022.900.659	270.145.878	0	5.196.145.609	1.755.201.731	

(*) * à déduire par le montant de compte pour dépenses faites au-delà des crédits

(**) En ce compris les transferts

**TABEAU IV - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES, DES ENGAGEMENTS ET DES ORDONNANCEMENTS
DES CREDITS VARIABLES**

ENGAGEMENTS	RECETTES			ENGAGEMENTS (4)	DISPONIBLE EN ENGAGEMENTS AU 31.12.1993 (5)
	Solde reporté (1) (1)	Recettes de l'année (2)	Disponible (3)		
II Culture et Affaires sociales	177.758.687	1.660.281.686	1.838.040.373	1.578.196.026	259.844.347
III Education et recherche	542.987.784	2.628.344.338	3.171.332.122	2.066.850.522	1.104.481.600
TOTAL	720.746.471	4.288.626.024	5.009.372.495	3.645.046.548	1.364.325.947

(1) Soldes reportés de certains articles de la section particulière de l'année 1992.

ORDONNANCEMENTS	RECETTES			ORDONNANCEMENTS (4)	DISPONIBLE EN ORDONNANCEMENTS AU 31.12.1993 (5)
	Solde reporté (1) (1)	Recettes de l'année (2)	Disponible (3)		
II Culture et Affaires sociales	177.758.687	1.660.281.686	1.838.040.373	1.709.597.964	128.442.409
III Education et recherche	542.987.784	2.628.344.338	3.171.332.122	2.068.570.827	1.102.761.295
TOTAL	720.746.471	4.288.626.024	5.009.372.495	3.778.168.791	1.231.203.704

(1) Soldes reportés de certains articles de la section particulière de l'année 1992.

TABLEAU V - SECTION PARTICULIERE

Budgets	Prévisions		Opérations comptabilisées				Soldes cumulés			Soldes à reporter au 31.12.1993 (9)
	Recettes (1)	Dépenses (2)	Recettes (3)	Dépenses		Solde (6)	Au 01.01.1993 (7)	Au 31.12.1993 (8)		
				Totales (4)	Restant à régulariser au 31.12.1994 (5)					
Communauté française	15.332.300.000	15.826.500.000	14.008.052.631	14.742.656.224	6.677.559.457	-734.603.593	350.807.380	-383.796.213	-383.796.213	
Education, Recherche et Formation	4.804.300.000	4.804.300.000	10.923.891.204	11.002.282.415	13.837.985.182	-78.391.211	3.011.364.216	2.932.973.005	2.932.973.005	
TOTAUX	20.136.600.000	20.630.800.000	24.931.943.835	25.744.938.639	20.515.544.639	-812.994.804	3.362.171.596	2.549.176.792	2.549.176.792	

COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

BILAN AU 31 DECEMBRE 1993

ACTIF		PASSIF	
<i>Actifs immobilisés</i>	-	<i>Capitaux propres</i>	
		Résultat reporté	78.769.225
		<i>Provisions et impôts différés</i>	
<i>Actifs circulants</i>	108.502.065	Provision syndicale	680.000
Avances	18.273.541		
Créances à un an au plus	7.242.030	<i>Dettes</i>	253.196.609
Valeurs disponibles	82.986.494	Dettes à plus d'un an	155.300.000
		Dettes années antérieures	10.374.904
		Dettes année 1993	79.900.043
		Dettes à un an au plus	7.621.662
<i>Comptes de régularisation</i>	224.172.065	<i>Comptes de régularisation</i>	28.296
TOTAL	332.674.130	TOTAL	332.674.130

COMPTE DE RESULTATS

<i>I. Ventes et prestations</i>		915.101.711
Autres produits d'exploitation	915.101.711	
<i>II. Coûts des ventes et prestations (-)</i>		834.938.108
Services et biens divers	99.482.131	
Rémunérations, charges sociales et pensions	234.299.588	
Autres charges d'exploitation	501.156.389	
<i>III. Résultats d'exploitation</i>		80.163.603
IV. Produits financiers	10.819.656	
V. Charges financières	0	
<i>VI. Bénéfice courant avant impôts (+)</i>		90.983.259
VII. Produits exceptionnels	4.550.000	
VIII. Charges exceptionnelles	0	
<i>IX. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)</i>		95.533.259
<i>XI. Bénéfice de l'exercice (+)</i>		95.533.259
<i>XIII. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)</i>		95.533.259

AGENCE DE PREVENTION DU SIDA

BILAN AU 31 DECEMBRE 1993

ACTIF		PASSIF	
<i>Actifs immobilisés</i>	3.731.942	<i>Capitaux propres</i>	-19.216.278
Terrains et constructions	0	Perte reportée	-24.423.934
Mobiliers et matériel roulant	3.340.856	Provisions	5.207.656
I.M.O.	391.086		
 <i>Actifs circulants</i>	 61.759.837	 <i>Dettes</i>	 38.331.781
Placements de trésorerie		Dettes à plus d'un an	30.373.647
Valeurs disponibles	61.759.837	Dettes à un an au plus	7.958.134
 <i>Comptes de régularisation</i>	 5.051.474	 <i>Comptes de régularisation</i>	 51.427.750
 TOTAL	 70.543.253	 TOTAL	 70.543.253

COMPTE DE RESULTATS

<i>I. Ventes et prestations</i>		117.294.552
Autres produits d'exploitation	117.294.552	
 <i>II. Coûts des ventes et prestations (-)</i>		 139.660.532
Services et biens divers	122.138.495	
Rémunérations, charges sociales et pensions	16.435.440	
Amortissements	1.086.597	
 <i>III. Résultat d'exploitation</i>		 -22.365.980
IV. Produits financiers	6.051.073	
V. Charges financières	0	
 <i>VI. Perte courante avant impôts (+)</i>		 -16.314.907
VII. Produits exceptionnels	0	
VIII. Charges exceptionnelles	5207656	
 <i>IX. Perte de l'exercice avant impôts (+)</i>		 -21.522.563
 <i>XI. Perte de l'exercice (+)</i>		 -21.522.563
 <i>XIII. Perte de l'exercice à affecter (+)</i>		 -21.522.563

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2019/15473]

25 JANUARI 2008. — Decreet houdende de eindregeling van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1993 (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

EERSTE GEDEELTE DIENSTEN ALGEMEEN BESTUUR
VAN HET MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

BEGROTINGSJAAR 1993

HOOFDSTUK 1Vastleggingen verricht ter uitvoering van de begroting§ 1. Vaststelling van de gesplitste vastleggingskredieten**Artikel 1**

De vastleggingskredieten toegekend per begrotingsdecreet voor het begrotingsjaar 1993, bedragen 863.500.000 frank (bijlage tabel I kolom 1)

§ 2 Vaststelling van de vastleggingen ten laste van gesplitste kredieten**Artikel 2**

De uitgavenvastleggingen die op die kredieten worden aangerekend, bedragen 604.161.518 frank (bijlage tabel I kolom 4)

Artikel 3

De vastleggingskredieten die op het einde van het begrotingsjaar beschikbaar zijn, bedragen 259.338.482 frank (bijlage tabel I kolom 6). Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, wordt dit bedrag geschrapt. (bijlage tabel I kolom 8).

§ 3. Vaststelling van variabele vastleggingskredieten**Artikel 4**

De variabele vastleggingskredieten aangewend voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 1993 bedragen 4.288.626.024 frank (bijlage tabel IV vastleggingen kolom 2).

Het beginsaldo van 720.746.471 frank (bijlage tabel IV vastleggingen kolom 1) op 1 januari 1993 werd bepaald overeenkomstig artikel 4 § 1 van het organiek decreet van 21 december 1992 houdende oprichting van begrotingsfondsen en aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

Als gevolg van beide vorige leden bedraagt het beschikbaar bedrag van vastleggingen ten laste van de variabele kredieten voor het jaar 1993 5.009.372.495 frank (bijlage tabel IV kolom 3)

§ 4. Vaststelling van vastleggingen ten laste van variabele kredieten**Artikel 5**

De uitgavenvastleggingen ten laste van variabele vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 1993 bedragen 3.645.046.548 frank (bijlage tabel IV vastleggingen kolom 4)

Artikel 6

Als gevolg van de bepalingen vervat in de bovenvermelde artikelen 4 en 5 bedraagt het beschikbaar bedrag van vastleggingen – variabele kredieten aan het einde van het begrotingsjaar 1993 1.364.325.947 frank (bijlage tabel IV vastleggingen kolom 5) .

Dit saldo wordt overgedragen naar het volgende begrotingsjaar.

HOOFDSTUK IIOntvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begroting§ 1. Vaststelling van de ontvangsten**Artikel 7**

De voor het begrotingsjaar 1993 ten behoeve van de Franse Gemeenschap vastgestelde rechten bedragen de som van 218.300.274.042 frank (bijlage tabel II kolom 2)

Dit bedrag bestaat uit :

	(in frank)
- lopende fiscale en algemene ontvangsten	197.276.036.805
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten	11.974.237.237
- opbrengst van leningen	9.050.000.000

Artikel 8

De begrotingsontvangsten van het jaar 1993 bedragen 215.755.852.334 frank (bijlage tabel II kolom 3).

Dit bedrag bestaat uit :

	(in frank)
- lopende fiscale en algemene ontvangsten :	194.731.615.097
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten :	11.974.237.237
- opbrengst van leningen :	9.050.000.000

Artikel 9

De bij de afsluiting van het begrotingsjaar nog te innen vastgestelde rechten bedragen 2.705.900.000 frank (bijlage tabel II kolom 4)

Dit bedrag bestaat uit

a. de geannuleerde of in onbepaald uitstel gebrachte rechten (bijlage tabel II kolom 5)

(in frank)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten :

- fiscale en algemene kapitaalontvangsten

- opbrengst van leningen :

b. de naar het begrotingsjaar 1994 overgedragen rechten (bijlage tabel bijlage II kolom 6)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten :

2.705.900.000

- fiscale en algemene kapitaalontvangsten

- opbrengst van leningen :

§ 2 Vaststelling van de uitgavenkredieten**Artikel 10**

De begrotingsdecreten betreffende het begrotingsjaar 1993 hebben de oorspronkelijke kredieten voor de ordonnanciering van de uitgaven verdeeld als volgt :

(bijlage tabel III, kolom 1).

Ordonnanceringskredieten

998.500.000

Niet-gesplitste kredieten

215.743.400.000

Artikel 11

Deze uitgavenmachtigingen werden gewijzigd bij aanpassingen krachtens de aanpassingsdecreten voor een bedrag van 119.500.000 frank, onderverdeeld in (netto-aanpassing) (bijlage tabel III kolom 2) :

Ordonnanceringskredieten

64.000.000

Niet-gesplitste kredieten

55.500.000

Artikel 12

De uitgavenmachtigingen voortvloeiend uit de artikelen 10 en 11 worden verhoogd met de overgedragen kredieten van het vorige begrotingsjaar voor een bedrag van 7.382.993.857 frank overeenkomstig de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, onderverdeeld als volgt (bijlage tabel III kolom 3):

Ordonnanceringskredieten

Niet-gesplitste kredieten

7.382.993.857

Artikel 13

- Overeenkomstig de artikelen 10, 11 en 12 die voorafgaan bedraagt het totaal van de toegekende uitgavenmachtigingen beschikbaar voor het begrotingsjaar 1993 224.244.393.857 frank (bijlage tabel III, kolom 4). Deze uitgavenmachtigingen worden verdeeld als volgt :

Ordonnanceringskredieten

1.062.500.000

Niet-gesplitste kredieten

223.181.893.857

§ 3 Vaststelling van de uitgaventoestand**Artikel 14**

De ten laste van het begrotingsjaar 1993 aangerekende uitgaven bedragen 217.293.046.517 frank (bijlage tabel III, kolommen 5,6 en 7), onderverdeeld als volgt :

	Prestatie van vorige jaren	Prestaties van lopende jaren	Totale uitgaven
Ordonnanceringskredieten	0	965.897.670	965.897.670
Niet-gesplitste kredieten	6.182.735.084	210.144.413.763	216.327.148.847
totaal	6.182.735.084	211.110.311.433	217.293.046.517

Artikel 15

Van dit bedrag werd aan het Rekenhof verantwoording afgelegd voor een bedrag van 217.022.900.639 frank, onderverdeeld in :

Ordonnanceringskredieten

965.897.670

Niet-gesplitste kredieten

216.057.002.969

(bijlage tabel III, kolom 8)

Artikel 16

Voor de uitgaven die nog moeten worden geregulariseerd, ten bedrage van 270.145.878 frank, onderverdeeld in :

Ordonnanceringskredieten

Niet-gesplitste kredieten

270.145.878

wordt artikel 79 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991 (bijlage tabel III, kolom 9) toegepast.

§ 4 Regelingen van de kredieten**Artikel 17**

De vergelijking tussen de uitgavenmachtigingen (artikel 13) en de aangerekende verrichtingen (artikel 14) doet een verschil uitkomen voor het begrotingsjaar 1993 van 6.951.347.340 frank, onderverdeeld als volgt :

Ordonnanceringskredieten	96.602.330
Niet-gesplitste kredieten	6.854.745.010

Artikel 18

Als gevolg van de bepalingen vervat in artikel 17 omvat het bedrag van de kredieten die beschikbaar zijn op 31 december 1993 :

(bijlage tabel III, kolommen 11 en 12).

	Ordonnanceringskredieten	Niet-gesplitste kredieten	totaal
Te annuleren kredieten	96.602.330	1.658.599.401	1.755.201.731
Naar het volgende begrotingsjaar over te dragen kredieten	0	5.196.145.609	5.196.145.609

§ 5 Algemeen ontvangsten- en uitgavenresultaat van de begroting 1993**Artikel 19**

Het algemeen resultaat van de begroting van het begrotingsjaar 1993 wordt voorgesteld als volgt :

De ontvangsten, met inbegrip van de opbrengst van lening, bedragen 215.755.852.334 frank

De uitgaven bedragen 217.293.046.517 frank

Als conclusie, indien geen rekening wordt gehouden met de variabele kredieten en de afzonderlijke sectie,

Overtreffen de uitgaven de ontvangsten met -1.537.194.183 frank

En daar het saldo aan het einde van het begrotingsjaar 1992 bedroeg -13.546.279.240 frank

Het saldo aan het einde van het begrotingsjaar 1993 : -15.083.473.423 frank

HOOFDSTUK IIIOntvangsten en uitgaven betreffende de variabele kredieten§ 1. Vaststelling van de aangewende ontvangsten**Artikel 20**

De desbetreffende voor het begrotingsjaar 1993 vastgestelde rechten bedragen 4.288.626.024 frank (bijlage tabel II aangewende ontvangsten) waaronder

Lopende ontvangsten	4.281.771.124
Kapitaalontvangsten	6.854.900

§ 2. Vaststelling van de variabele ordonnanceringskredieten**Artikel 21**

De variabele ordonnanceringskredieten geopend en aangewend voor ordonnanceringen van het begrotingsjaar 1993 bedragen 4.288.626.024 frank (bijlage tabel IV ordonnanceringen kolom 2)

Het beginsaldo van 720.746.471 frank op 1 januari 1993 werd bepaald overeenkomstig artikel 4 § 1 van het organiek decreet van 21 december 1992 houdende oprichting van begrotingsfondsen en aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

Als gevolg van beide vorige leden bedraagt het beschikbaar bedrag van ordonnanciering ten laste van de variabele kredieten 5.009.372.495 frank (bijlage tabel IV ordonnanciering kolom 3)

§ 3. Vaststelling van de uitgaven ten laste van variabele kredieten**Artikel 22**

De ordonnanceringen die ten laste van de variabele ordonnanceringskredieten van het begrotingsjaar 1993 aangerekend worden, bedragen 3.778.168.791 frank (bijlage tabel IV ordonnanceringen kolom 4).

Artikel 23

Als gevolg van de bepalingen vervat in de artikelen 21, eerste lid en 22 bedraagt het jaarlijkse saldo van de variabele ordonnanceringskredieten 510.457.233 frank.

Artikel 24

Als gevolg van de bepalingen vervat in de bovenvermelde artikelen 21, derde lid en 22, bedraagt het beschikbaar bedrag van ordonnanceringen – variabele kredieten aan het einde van het begrotingsjaar 1993 1.231.203.704 frank (bijlage tabel IV ordonnanciering kolom 5) .

Dit saldo wordt overgedragen naar het volgende begrotingsjaar.

HOOFDSTUK IVOntvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting**Artikel 25**

De begrotingsdecreten van het jaar 1993 hebben de ontvangsten en uitgaven voor de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap geëvalueerd als volgt :

	(in frank)
- Ontvangsten	20.136.600.000
- Uitgaven	20.630.800.000

(bijlage tabel V, kolommen 1, 2).

Artikel 26

Het saldo dat beschikbaar is op 1 januari 1993 bedroeg 3.362.171.596 frank (bijlage tabel V kolom 7). Dit saldo wordt beïnvloed door de bepalingen van artikel 4 § 1 van het organiek decreet van 21 december 1992 houdende oprichting van begrotingsfondsen en aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

Het totaal van de ontvangsten van het begrotingsjaar bedraagt 24.931.943.835 frank. (bijlage tabel V kolom 3)

Als gevolg van beide vorige leden bedraagt het totaal beschikbaar bedrag voor de uitgaven van het jaar 1993 28.294.115.431 frank.

Artikel 27

De aangerekende uitgaven bedragen 25.744.938.639 frank (bijlage tabel V, kolom 4).

Dit bedrag omvat 20.515.544.639 frank uitgaven die nog te regulariseren zijn waarvoor artikel 79 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991 (bijlage tabel V, kolom 5) wordt toegepast.

Artikel 28

Het verschil tussen de gekregen ontvangsten en de in het begrotingsjaar aangerekende uitgaven bedraagt -812.994.804 frank (bijlage tabel V, kolom 6).

Rekening houdend met het totaal bedrag dat beschikbaar is voor de uitgaven van het begrotingsjaar 1993, zoals bepaald in artikel 26 derde lid, en met de uitgaven vermeld in artikel 27, bedraagt het saldo dat beschikbaar is op 31 december 1993 in de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap 2.549.176.792 frank (bijlage tabel V kolom 9).

Het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK V
Globaal resultaat

Artikel 29

Alle diensten samen, begroting, variabele kredieten en afzonderlijke sectie, rekening houdend met de artikelen 19, 23 en 28 van dit decreet, wordt het globaal resultaat van de begroting 1993 voorgesteld als volgt (in frank) :

Begroting sensu stricto : -1.537.194.183

Variabele kredieten : 510.457.233

Afzonderlijke sectie : -812.994.804

Totaal : -1.839.731.754

TWEDE GEDEELTE VERRICHTINGEN GEDAAN TEN UITVOERING VAN DE BEGROTINGEN
VAN DE INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT VAN TYPE A

Overeenkomstig artikel 6 § 3 van de wet van 16 maart 1954 worden de rekeningen van de instellingen van categorie A vastgesteld onder het gezag van de minister waaronder ze ressorteren en maken het voorwerp uit van een ontwerp van regeling van begroting

HOOFDSTUK I
COMMISSARIAAT-GENERAAL VOOR INTERNATIONLE BETREKKINGEN

Lopend jaar**Artikel 30**

Begrotingsverwijzing : decreet van 21 december 1992 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap van het begrotingsjaar 1993 - artikel 31.

151^e boek van het Rekenhof deel II

De eindregeling van de begroting van het Commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen voor het jaar 1993 wordt vastgesteld als volgt :

a)	ontvangsten voorzien door het begrotingsdecreet :	1.011.527.000
	aangerekende ontvangsten :	1.009.471.367
	verschil :	2.055.633
b)	uitgaven :	
	kredieten toegekend bij het begrotingsdecreet :	1.048.138.000
	aanvullende kredieten die toegekend moeten worden :	0
	Totaal van de kredieten :	1.048.138.000
	Aangerekende uitgaven :	834.938.108
	Kredietoverschot te annuleren :	213.199.892
c)	samenvatting : het eindresultaat van het beheersjaar 1993 wordt samengevat als volgt :	
	ontvangsten :	1.009.471.367
	uitgaven :	834.938.108
	ontvangstenoverschot :	174.533.259

HOOFDSTUK II
BUREAU VOOR AIDS-PREVENTIE

Lopend jaar**Artikel 31**

Begrotingsverwijzing : decreet van 21 december 1992 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap van het begrotingsjaar 1993 - artikel 32

151^e boek van het Rekenhof deel II

De eindregeling van de begroting van het Bureau voor Aids-preventie voor het jaar 1993 wordt vastgesteld als volgt :

a)	ontvangsten voorzien door het begrotingsdecreet :	136.400.000
	aangerekende ontvangsten :	138.844.203

verschil :	+2.444.203
b) uitgaven :	
kredieten toegekend bij het begrotingsdecreet :	144.882.000
aanvullende kredieten die toegekend moeten worden :	0
Totaal van de kredieten :	144.882.000
Aangerekende uitgaven :	139.630.372
Kredietoverschot te annuleren :	5.251.628
c) samenvatting : het eindresultaat van het beheersjaar 1993 wordt samengevat als volgt :	
ontvangsten :	136.400.000
uitgaven :	139.630.372
uitgavenoverschot :	3.230.372

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 25 januari 2008.

M. ARENA,

Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs

M.-D. SIMONET,

Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale betrekkingen

M. DAERDEN,

Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport

F. LAANAN,

Minister van Cultuur en Audiovisuele sector

M. TARABELLA,

Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale promotie

C. FONCK,

Minister van Kind, Hulpverlening aan de jeugd en Gezondheid

Nota

(1) *Zitting* 2006-2007

Stukken van het Parlement – Ontwerp van decreet, nr. 373-1

Zitting 2007-2008

Stukken van het Parlement – Verslag, nr.373-2

Integraal verslag – Bespreking en aanneming – *Zitting* van 22 januari 2008.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/15474]

25 JANVIER 2008. — Décret contenant le règlement définitif du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 1994 (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et, Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE. SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

ANNEE BUDGETAIRE 1994

CHAPITRE 1^{er}

Engagements effectués en exécution du budget

§ 1^{er}. Fixation des crédits dissociés d'engagement

Article 1^{er}

Les crédits d'engagement alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 1994, s'élèvent à 557.500.000 francs (annexe tableau I colonne 1)

§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits dissociés

Article 2

Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent 479.007.983 à francs (annexe tableau I colonne 4)

Article 3

Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 78.492.017 francs (annexe tableau I colonne 6). Conformément aux dispositions des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, ce montant est annulé. (annexe tableau I colonne 8).

§ 3. Fixation des crédits variables d'engagement

Article 4

Les crédits variables d'engagement affectés pour les engagements de l'année budgétaire 1994 s'élèvent à 1.957.727.287 francs (annexe tableau IV engagements colonne 2).

Le solde de départ au 1^{er} janvier 1994 étant de 1.231.203.704 francs (annexe tableau IV engagements colonne 1), le disponible en engagements à charge des crédits variables s'élève pour l'année 1994 à 3.188.930.991 francs (annexe tableau IV colonne 3)